

De la ligne de *Odeurs et de l'Amour* de Marc est adopté par 222 voix contre 222.

Le *Deuxième* de l'Amour est voté à main levée, ainsi que l'ensemble de l'Amour.

Quelques-uns des Partis 2 qui, suivant lui, ne gagnaient pas entièrement les intérêts de l'Amour.

M. Turenne. — C'est une erreur.

Homme auquel il a été demandé de ne pas défendre l'Amour contre la Compagnie.

M. Turenne laisse la Chambre juge de la conduite du Gouvernement.

Les articles 2 et 3 sont adoptés.

M. Chauvelin dépose une proposition additionnelle tendant à nommer une commission mixte pour examiner le compte de remboursement.

M. Chauvelin appuie son amendement qui est rejeté.

L'ensemble du projet est adopté.

La séance est levée à 6 h. 10.

AU SENAT

AVANT LA SEANCE

On dit qu'il y a eu suite des démarches faites par un certain nombre de députés qui estiment que les conditions dans lesquelles a été commandé le bras de la prochaine nomination de M. Jonnart comme gouverneur de l'Algérie, le gouvernement aurait de nouveau renoncé à déplacer M. Cambon.

LA SÉANCE

Présidence du M. Roubaix, président.

La séance est ouverte à 2 h.

LE BUDGET DE 1897

Le Sénat reprend la discussion du budget de 1897.

BUDGET DE L'ALGERIE

On aborde le budget de l'Algérie. Le Sénat aborde les chapitres de l'intérieur et des finances.

Sur les chapitres de la justice, M. Treille se plaint du recrutement de la magistrature algérienne.

Le Chancellerie dit-il explose au-delà de la Méditerranée les magistrats qui, en France, n'ont pas réussis ou même se sont portés. On a souvent en Algérie, il y a quelques années, un juge qui, pour faire échouer une cause, a été arrêté d'un cordelet où il déclara le libérateur à lui soumis au jeu.

On laisse, d'autre part, trop peu d'indépendance à nos magistrats. A un magistrat qui, dans une occasion solennelle, invoqua l'indépendance de sa conscience, un homme politique répondit : « Vous n'êtes pas de nos amis, mettez de côté ce que vous appelez votre conscience et rendez-nous service ». (Vives exclamations).

M. Lunas. — Cela se passe ainsi dans nos colonies.

M. Treille, signalant les progrès de l'antisémitisme en Algérie, lui attribue trois causes : les scandales récents dont les principaux auteurs ont été des Israélites ; les abus qui résultent du fameux décret Crémieux ; enfin, l'envahissement progressif de la colonie des Israélites venus du Portugal.

L'orateur termine son discours en disant que l'Algérie ne peut pas recevoir les décaisses de France et devenir un extoire de la Métropole.

Après une magnifique réponse de M. Darime, et quelques observations présentées par M. Bâne, les budgets de la justice et des cultes en Algérie sont adoptés.

Les chapitres 1 à 21 du budget de l'Instruction publique en Algérie sont votés ensemble ainsi que le chapitre 6 du service des beaux arts.

Les chapitres 1 à 17 du gouvernement général de l'Algérie sont adoptés, ainsi que les deux budgets publics.

M. Mérat demande au nom de la commission des finances la disjonction des articles 8 à 11 de la loi de finances tendant à abaisser les droits perçus dans les ports français et à l'étranger.

Le rapporteur justifie cette disjonction par la nécessité de faire de ces droits une loi spéciale.

M. Treille combat la disjonction en ce qui concerne l'Algérie, et demande de remplacer l'Algérie sous le régime de 1875.

M. Cochevy accepte la disjonction et demande de réservé la question entre-temps. Il est retenu au régime de 1875 sur tout des inconvénients pour l'Algérie.

M. Demay s'efforce de démontrer la nécessité de maintenir la loi existante et l'intégralité des droits perçus en vertu de la loi de 1894. Il soutient que ces droits se justifient par la nécessité de faire de la marchandise marchande, mais il serait d'autant plus mal de les étouffer, que dans la proportion de 70% ces droits sont payés par les navires étrangers.

La disjonction des articles 8 à 11 est proposée par M. Treille, tendant à abroger les articles de la loi de 1894, concernant les droits de quai de l'Algérie, et renvoyé à la Commission des finances.

Les chapitres 12 & 14 sont adoptés.

La séance est levée à 6 heures.

A PROPOS D'UNE INQUISIT

L'assassinat de quinze personnes, le 20... de l'Echo du Nord commise une terrible violente à Marly-le-Roi que nous avons pu lire dans la presse de l'Amour.

Il aurait pu, sans doute, riposter plus tôt, mais il a voulu le documenter. Quand on voit Maître Z... on doit se faire un point d'assurance d'apporter des arguments qui écrasent l'assassin qui a tué Z... (mais qui n'est pas avocat, ni corbeau), mais pourtant il attaque à la plus haute magistrature le pays — ou à la plus haute — et démontre que cette magistrature est tombé bien bas en servant les plus minuscules rancunes.

Donc, maître Z... s'est entouré de documents. Il a brandi le code, article, taux de la loi... Vain, nous avons vu du coup la bête de notre plume casse... car il s'apporte — (perdons, maître Z... on n'est pas notre fante si vous détenez sur nous) — il s'apporte à la magistrature leçon de droit... ou de tristes — qui nous est donnée que si l'indépendance morale était bannie du reste de la terre, on la retrouverait dans le cœur des conseillers d'Etat !

A qui vouliez-vous faire avancer ces sortes, Monsieur ?

Aux Bourrives de l'Echo ? Possible ! Mais pas un républicain ne coupera dans vos jupes politiques malicieuses.

Quel argument suprematiste Maître Z... nous sort avec des explications publiées dans l'Édition de Roubaix où il est évidemment des patrons stationnant autour des urnes, dans le but d'interdire les courriels, furent invités à circuler ou à sortir des salles de vote.

Oui au moins le président d'une section de vote est-il investi, de par la loi, de la police de la salle ?

Oui, n'est-ce pas ? Donc, il est seul juge des mesures à prendre pour assurer la sincérité du scrutin et l'expression libre de la volonté des électeurs.

Et biffant ce droit des présidents qui sa grotte sentent le Conseil d'Etat a créé une loi prudente qui se retournera contre nos adversaires.

Désormais, nous revendiquerons le droit de stationnement dans les salles de vote, et, comme nous sommes douze mille à Roubaix, nous stationnerons paisiblement aux alentours des urnes, à peu près que nos adversaires veillent sur le même moment, on sera, de nuit, de nuit heures de matin à six heures du soir, dans chaque bureau électoral !

Les électeurs votent « rodé » pétites peines être, mais qu'importe à M. Z... et au Conseiller d'Etat.

Ces mesures sont depuis longtemps brouillées avec le bon sens.

Eh bien, M. Z... insiste pour la nomination d'une commission municipale, à Roubaix, avec intention le cas d'Armenières.

Nous ne lui répondrons qu'au mot :

Osez donc !

Ce n'est pas une infamie de plus qui empêcherai votre fatal écrasement. Au contraire...

G. S. E.

TRIBUNAUX

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE LILLE

Audience du 20 mars

Présidence de M. MARTIN, vice-président.

Condamnation de la miséricorde. — Nous avons relevé, avec tous les détails, la triste mort du pauvre petit Léon Tane, âgé de 20 mois, rue d'Arras, cour Guicci, 12, survenu le 6 courant.

Charlotte Herbin, femme Tane, comparut devant le tribunal, sous la prévention d'homicide par imprudence.

Les débats de cette affaire corroborent évidemment le récit que nous en avons fait.

Comme alors, nous disons aujourd'hui : à certains, la miséricorde est coupable, mais elle mérite la pitié, parce qu'elle est victime de notre société criminelle et submersive. »

Charlotte Herbin, femme Tane, convaincue d'avoir causé par imprudence la mort de son enfant, est condamnée à un an et demi de prison et 50 francs d'amende.

Vol par recel. — De Coster Henri, frigorif, rue d'Izé, à Lille, est condamné pour avoir dérobé une montre et une chaîne qui avaient été soustraites frauduleusement, en octobre dernier, à M. Cattelain. De Coster n'a pu démontrer à qui il avait acheté ces objets et n'en avait pas porté mention sur son livre.

Emplégé indûté. — Un agent de sûreté de Roubaix avait appris à Béthune qu'il devait porter ses bagages, toutes ces ignominies. Et que nos adversaires ne viennent pas nous parler de leur patriotisme aux yeux de leur propre citoyen et de l'opinion publique.

Sur la politique du cabinet Maline, s'écrie Siauve, rappelant l'attitude courageuse des députés socialistes dans la discussion récente à propos des bureaux de placement des officiers 1-manches ou leurs échéances à la recherche de travail sont exploités de la façon la plus odieuse.

Il nous trouve, écrit, un Guermat pour dénoncer les exploitations contre les exploitants et une majorité socialiste pour approuver les dénonciations de l'homme de presse.

Passant aux affaires de Grèce, l'orateur s'élève avec indignation contre les gouvernements qui n'osent pas à souffrir aux pieds une forme de révolution.

Le orateur démontre ensuite la complète incapacité du gouvernement incapable de faire voter un budget et réduit de sollicitations pour la quatrième fois des douzièmes élections.

Aux applaudissements de tout l'auditoire, Siauve rappelle l'attitude courageuse des députés socialistes dans la discussion récente à propos des bureaux de placement des officiers 1-manches ou leurs échéances à la recherche de travail sont exploités de la façon la plus odieuse.

Il nous trouve, écrit, un Guermat pour dénoncer les exploitations contre les exploitants et une majorité socialiste pour approuver les dénonciations de l'homme de presse.

Sur la politique du cabinet Maline, s'écrie Siauve, rappelant l'attitude courageuse des députés socialistes dans la discussion récente à propos des bureaux de placement des officiers 1-manches ou leurs échéances à la recherche de travail sont exploités de la façon la plus odieuse.

Le orateur démontre ensuite la complète incapacité du gouvernement incapable de faire voter un budget et réduit de sollicitations pour la quatrième fois des douzièmes élections.

Sur la politique du cabinet Maline, s'écrie Siauve, rappelant l'attitude courageuse des députés socialistes dans la discussion récente à propos des bureaux de placement des officiers 1-manches ou leurs échéances à la recherche de travail sont exploités de la façon la plus odieuse.

Le orateur démontre ensuite la complète incapacité du gouvernement incapable de faire voter un budget et réduit de sollicitations pour la quatrième fois des douzièmes élections.

Sur la politique du cabinet Maline, s'écrie Siauve, rappelant l'attitude courageuse des députés socialistes dans la discussion récente à propos des bureaux de placement des officiers 1-manches ou leurs échéances à la recherche de travail sont exploités de la façon la plus odieuse.

Le orateur démontre ensuite la complète incapacité du gouvernement incapable de faire voter un budget et réduit de sollicitations pour la quatrième fois des douzièmes élections.

Sur la politique du cabinet Maline, s'écrie Siauve, rappelant l'attitude courageuse des députés socialistes dans la discussion récente à propos des bureaux de placement des officiers 1-manches ou leurs échéances à la recherche de travail sont exploités de la façon la plus odieuse.

Le orateur démontre ensuite la complète incapacité du gouvernement incapable de faire voter un budget et réduit de sollicitations pour la quatrième fois des douzièmes élections.

Sur la politique du cabinet Maline, s'écrie Siauve, rappelant l'attitude courageuse des députés socialistes dans la discussion récente à propos des bureaux de placement des officiers 1-manches ou leurs échéances à la recherche de travail sont exploités de la façon la plus odieuse.

Le orateur démontre ensuite la complète incapacité du gouvernement incapable de faire voter un budget et réduit de sollicitations pour la quatrième fois des douzièmes élections.

Sur la politique du cabinet Maline, s'écrie Siauve, rappelant l'attitude courageuse des députés socialistes dans la discussion récente à propos des bureaux de placement des officiers 1-manches ou leurs échéances à la recherche de travail sont exploités de la façon la plus odieuse.

Le orateur démontre ensuite la complète incapacité du gouvernement incapable de faire voter un budget et réduit de sollicitations pour la quatrième fois des douzièmes élections.

Sur la politique du cabinet Maline, s'écrie Siauve, rappelant l'attitude courageuse des députés socialistes dans la discussion récente à propos des bureaux de placement des officiers 1-manches ou leurs échéances à la recherche de travail sont exploités de la façon la plus odieuse.

Le orateur démontre ensuite la complète incapacité du gouvernement incapable de faire voter un budget et réduit de sollicitations pour la quatrième fois des douzièmes élections.

Sur la politique du cabinet Maline, s'écrie Siauve, rappelant l'attitude courageuse des députés socialistes dans la discussion récente à propos des bureaux de placement des officiers 1-manches ou leurs échéances à la recherche de travail sont exploités de la façon la plus odieuse.

Le orateur démontre ensuite la complète incapacité du gouvernement incapable de faire voter un budget et réduit de sollicitations pour la quatrième fois des douzièmes élections.

Sur la politique du cabinet Maline, s'écrie Siauve, rappelant l'attitude courageuse des députés socialistes dans la discussion récente à propos des bureaux de placement des officiers 1-manches ou leurs échéances à la recherche de travail sont exploités de la façon la plus odieuse.

Le orateur démontre ensuite la complète incapacité du gouvernement incapable de faire voter un budget et réduit de sollicitations pour la quatrième fois des douzièmes élections.

Sur la politique du cabinet Maline, s'écrie Siauve, rappelant l'attitude courageuse des députés socialistes dans la discussion récente à propos des bureaux de placement des officiers 1-manches ou leurs échéances à la recherche de travail sont exploités de la façon la plus odieuse.

Le orateur démontre ensuite la complète incapacité du gouvernement incapable de faire voter un budget et réduit de sollicitations pour la quatrième fois des douzièmes élections.

Sur la politique du cabinet Maline, s'écrie Siauve, rappelant l'attitude courageuse des députés socialistes dans la discussion récente à propos des bureaux de placement des officiers 1-manches ou leurs échéances à la recherche de travail sont exploités de la façon la plus odieuse.

Le orateur démontre ensuite la complète incapacité du gouvernement incapable de faire voter un budget et réduit de sollicitations pour la quatrième fois des douzièmes élections.

Sur la politique du cabinet Maline, s'écrie Siauve, rappelant l'attitude courageuse des députés socialistes dans la discussion récente à propos des bureaux de placement des officiers 1-manches ou leurs échéances à la recherche de travail sont exploités de la façon la plus odieuse.

Le orateur démontre ensuite la complète incapacité du gouvernement incapable de faire voter un budget et réduit de sollicitations pour la quatrième fois des douzièmes élections.

Sur la politique du cabinet Maline, s'écrie Siauve, rappelant l'attitude courageuse des députés socialistes dans la discussion récente à propos des bureaux de placement des officiers 1-manches ou leurs échéances à la recherche de travail sont exploités de la façon la plus odieuse.

Le orateur démontre ensuite la complète incapacité du gouvernement incapable de faire voter un budget et réduit de sollicitations pour la quatrième fois des douzièmes élections.

Sur la politique du cabinet Maline, s'écrie Siauve, rappelant l'attitude courageuse des députés socialistes dans la discussion récente à propos des bureaux de placement des officiers 1-manches ou leurs échéances à la recherche de travail sont exploités de la façon la plus odieuse.

Le orateur démontre ensuite la complète incapacité du gouvernement incapable de faire voter un budget et réduit de sollicitations pour la quatrième fois des douzièmes élections.

Sur la politique du cabinet Maline, s'écrie Siauve, rappelant l'attitude courageuse des députés socialistes dans la discussion récente à propos des bureaux de placement des officiers 1-manches ou leurs échéances à la recherche de travail sont exploités de la façon la plus odieuse.

Le orateur démontre ensuite la complète incapacité du gouvernement incapable de faire voter un budget et réduit de sollicitations pour la quatrième fois des douzièmes élections.